# L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 61, Rue Chartres.

COMMERCIAL QUOTIDIEN..... $15 | payable d'av.
Do. TRIMESTRIEL POUR L'ETRANGER..... $4 |
Entrée, NOUVELLE-ORLEANS: JEUDI MATIN, 26 NOVEMBRE 1840.


POUR GOUVERNEUR:

## HENRY JOHNSON,

*Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.*

### AFFAIRE D'HAUTEVILLE.

La décision de cette affaire vient d'être rendue en faveur de Madame d'Hauteville.

Avant de donner l'opinion de la Cour, il ne sera peut-être pas hors de propos de rappeler succinctement les faits qui ont précédé la prise.

Il paraît qu'en 1837, Mademoiselle Ellen Sears, de Boston, se trouvant à Paris avec sa famille y fit connaissance de M. Grand d'Hauteville, du Canton de Vaud, (Suisse) et que peu de temps après les deux familles se rendirent en Suisse pour y célébrer l'union de M. D'Hauteville avec Mlle. Sears. Cette union fortuna doute formée sous de mauvais auspices, car dès les premiers mois de 1838 la discorde régnait entre les époux.

Madame D'Hauteville part pour Boston avec l'assentiment de son mari en promettant de revenir prochainement. Mais une fois arrivée elle ne songe plus à s'en retourner. Au mois de septembre elle donne le jour à un enfant dont la garde et la possession fait l'objet du procès.

M. D'Hauteville, voyant que ses lettres demeuraient sans effet, se décide à se rendre lui même aux Etats-Unis pour réclamer par tous les moyens légaux sa femme et son enfant.

*Opinion de la Cour.*

" Dans cette affaire le writ d'Habeas Corpus a été lancé à la requête de Gonzalve Grand D'Hauteville, et dirigé à Ellen sa femme et à David et Miriam C Sears, parens de cette dernière, leur enjoignant de produire devant la Cour le corps de l'enfant Frédéric, fils du pétitionnaire et sa femme Ellen.

" Dans sa pétition, M. D'Hauteville expose qu'il est citoyen du Canton de Vaud, en Suisse, qu'il a épousé le 22 Août 1837 dans l'église de Montreux, Canton de Vaud, Ellen Sears, dont le père était alors citoyen de la république de Massachusetts dans les Etats-Unis. Qu'au commencement de 1839 sa femme, avec son consentement, vint à Boston en visite temporaire et s'est toujours depuis, dans aucune cause juste connue du pétitionnaire, refusée à se réunir à lui; qu'il réclame la garde de l'enfant dont elle est accouchée le 27 septembre 1838.

" A ce writ M. et Madame Sears ont répondu que cet enfant n'était point en leur possession ; que l'enfant et la mère étaient avec eux et sous leur protection et qu'ils ne pensaient pas devoir retirer à leur fille cette protection qu'elle n'avait jamais cessé de mériter.

" Mad. D'Hauteville répond qu'elle a l'enfant en sa possession ; que comme la mère elle prétend y avoir un droit exclusif pour les soins qu'il réclame et non à d'autres fins ; qu'il n'est donc ni privé de sa liberté ni retenu illégalement. Que son éducation morale et religieuse ne sera point négligée d'autant qu'elle a, à elle, des moyens suffisans pour subvenir aux dépenses de son éducation, et que l'âge de l'enfant ne permet pas de le séparer d'elle sans les plus grands dangers.

" Mad. D'Hauteville soutient qu'elle a abandonné son mari et se voit obligée de vivre séparée de lui à cause d'une " Suite de circonstances" déduites dans ses défenses, mais se réduisant toutes à dire que son mari n'avait pas réalisé les espérances de sympathie et d'affection qu'il avait fait concevoir avant son mariage et que sa conduite envers elle et sa mère l'avait rendue *incompatiblement malheureuse* ; qu'enfin elle avait la conviction de ne pouvoir supporter la société de son mari.

" M. D'Hauteville, dans ses répliques, nie absolument qu'il y ait eu de sa part la moindre cause de séparation ni aucun acte, ni projet que ne sanctionne pas la plus vive affection. Il ne croit même pas qu'il y ait jamais eu entre eux d'autres motifs de chagrin que ceux que fournissait la conduite de sa femme occasionnée par de funestes conseils. Tous les écrits de M. D'Hauteville respirent le plus vif désir de voir sa femme revenir à lui; mais ils accusent invariablement sa belle mère d'avoir causé tout le mal.

Ici la cour repousse, d'après des témoignages, les accusations portées contre Madame Sears par M. D'Hauteville ; de résultat de l'affaire prouvant au contraire que Madame Sears avait constamment cherché à maintenir la paix et la bonne harmonie parmi les parties.

" Il est prouvé que la défenderesse n'a accordé sa main que parce qu'elle ne croyait pas devoir la refuser après avoir donné au demandeur quelques encouragements et que rien ne fut plus triste que le voyage de Paris à Vevay où devait se faire le mariage. C'était, a dit M. Sears, une triste promenade pour nous tous, ressemblant beaucoup plus à un enterrement qu'à une noce.

"Sans entrer dans le détail de troubles domestiques, nous devons dire que les scènes de Hauteville, de Genève, et surtout celles de Paris n'étaient que trop propres à produire l'effet dont on se plaint. Il ne nous appartient pas d'examiner si la conduite de Mr. D'Hauteville est de nature à justifier la démarche de séparation de sa femme : notre décision ne doit porter que sur la question de savoir quel est celui des deux parens qui doit avoir la garde de l'enfant. Mais en même temps, nous sommes loin de penser avec le conseil du demandeur, que rien ne peut autoriser une femme à se séparer excepté ce qui pourrait autoriser à demander le divorce. Le mari peut n'aller pas aussi loin, à beaucoup près, que la limite tracée par l'acte de l'assemblée" et cependant traiter sa femme de manière à lui rendre l'existence à charge.

[A continuer.]

Une personne respectable et à portée d'être bien informée nous assure que le bruit de la mort de M. Phillips de l'Assomption est sans aucun fondement. Quoique nous n'ayons accueilli et enregistré ce bruit que parce qu'il nous venait d'une source digne de confiance, il se peut cependant qu'on nous ait induits en erreur: il nous sera agréable d'apprendre que M. Phillips n'a été tué que dans les journaux.

*Natrices à vapeur*—Il y a en ce moment trois navires à vapeur en route pour les Etats Unis. *Le British Queen* qui a dû quitter Londres le 2 courant; le *Great Western* qui est parti le 7 de Bristol, se rendent tous deux à New York. *Le Columbia* a mis en mer le 4, allant de Liverpool à Boston. Ce dernier navire et le *British Queen* seront arrivés sans doute du 17 courant ou 20 au plus tard.

*INTERIEUR.*

ELECTIONS — VERMONT.

Soixante neuf villes donnent 4829 voix de majorité aux whigs ce qui constitue un gain de 1704 depuis l'élection de septembre. La majorité dans cet Etat ne saurait être au dessous de 15,000 voix.

MASSA HUSETTS.

La majorité whig dans cet Etat est de 18,154 voix. John Davis obtient une majorité un peu moins forte que Harrison; mais elle va encore au delà de 16,000.

CAROLINE DU NORD.

D'après le gain constaté dans un bon nombre de comtés, la majorité whig doit excéder 10,000, quoiqu'en dise l'*Enquirer* de Richmond.

KENTUCKY.

Cet Etat se comporte admirablement : 52 comtés donnent à Harrison une majorité de 20,000 voix Il pourra disputer le drapeau d'honneur.

INDIANA.

On connaît déjà le résultat de soixante comtés; on s'attend plus que ceux de 25. La majorité de Harrison est déjà de 16,600.

OHIO.

La majorité whig ira au moins à 23,000 voix.

On assure que le général Cass a été nommé par une assemblée loco-foco du comté de Monroe, candidat à la Présidence pour 1841. C'est s'y prendre de bonne heure.

On lit dans le *Courrier de Charleston* du 20 courant :

" L'honorable J. E. Hodges est de retour dans notre ville, où il a accompli l'importante mission dont il était chargé à la satisfaction de ses concitoyens. Il a assuré autant que faire se peut, la [illegible] de la malle du Nord, et il mérite [illegible] reconnaissance de la [illegible] comme [illegible] cité."

Nous ne saisissons que la [illegible] Charleston l'heureux résultat [illegible] Il est des Charlestoni, et nous [illegible] que notre ville soit appelée à en [illegible]. Nous n'avons guère eu nous plaindre depuis huit ou dix jours de la malle n'a manqué qu'une fois.

Trop [illegible] sensible de quelques [illegible] ne [illegible] que [illegible] ses [illegible] ne [illegible] ses [illegible] ne [illegible] ses [illegible] ne